

## **RAPPORT PRESENTE EN VUE DU DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025**

Les orientations budgétaires 2025 marquent encore une fois le souci de ne pas alourdir la pression fiscale, et de maintenir les services offerts à la population.

Les dépenses de fonctionnement traduisent les actions entreprises pour en limiter l'évolution.

Pour les dépenses d'investissement, les investissements récurrents sont proches de leur niveau antérieur. Elles comportent aussi, cette année, des dépenses relatives à trois grands projets : la rénovation de la salle polyvalente, la construction de la micro-crèche à Berne et la fin de la renaturation de la rue d'Audincourt et deux autres projets : la création d'une aire de jeux aux Bouchoutot et la pose de panneaux photovoltaïques sur la Fonderie.

Dans l'ensemble, les dépenses de fonctionnement devraient diminuer de -0,23% par rapport au BS de 2024, avec des recettes en baisse de -1,43%.

De ce fait, l'excédent de fonctionnement attendu pour 2025 serait de 340.192 €.

Le montant des dotations de l'Etat reste pour l'heure l'incertitude majeure de ce budget. L'adoption de la loi de Finances spéciale en début d'année et le vote récent du Projet de Loi de Finances 2025 plongent les collectivités dans l'incertitude. Dans l'attente d'une étude approfondie du PLF 2025, nous avons opté pour le maintien des dotations de l'Etat à leur niveau de 2024.

Pour la taxe foncière, l'évolution des bases de 2 % a été retenue.

Les inscriptions de crédits d'investissements concernent les investissements courants, hors remboursement de la dette et hors projets, pour **678.243 €**, en particulier le remplacement par des LED de l'éclairage du stade de foot ainsi que les tennis couverts, l'achat de nouvelles chaises pour la salle polyvalente.

L'évolution des bases d'imposition des taxes sur les ménages retenue (2%) s'applique aux recettes 2024.

Il sera proposé de maintenir les taux d'imposition à leur niveau de 2024.

- 37.83 % pour le foncier bâti (19.75 taux communal + 18.08 taux départemental)
- 21.81 % pour le foncier non bâti

Les ressources fiscales des taxes sur les ménages progresseraient de ce fait de **63.644 €** par rapport au BS 2024.

Compte tenu des réalisations de 2024, les autres impôts et taxes diminuent eux de **-28.200€** en raison d'une baisse des droits de mutation.

Au total, les impôts et taxes progressent de **+35.444€**.

Les dotations et participations affichent un net recul de **-98.803 €** par rapport au BS 2024. D'une part la disparition du filet de sécurité inflation de **-90.000€** et d'autre part une diminution du FCTVA de fonctionnement de **- 8.803 €**.

Les subventions de la CAF sont également maintenues au niveau du BS 2024.

Les remboursements sur salaires augmentent du fait de la prise en charge de la maladie professionnelle d'un agent **(+6.500 €)**.

Pour les autres recettes de fonctionnement, à noter :

- une diminution des ventes et prestations de services de **-3.848 €** pour les redevances d'occupation du domaine public.
- une augmentation des travaux en régie **11.747 €** grâce à un renfort de personnel aux ateliers.
- une baisse des produits de gestion courante **-1.500 €**
- une baisse des produits exceptionnels - **36.600 €** due à la disparition de remboursements d'assurance (fontaine rue Viette)

Le total des recettes de fonctionnement devrait se monter à **6.106.578 €**, soit une baisse de **-88.630 €** (-1,43 %).

Les **dépenses de fonctionnement** devraient évoluer de la manière suivante.

**1.-** une baisse des **charges à caractère général** : achats, charges externes, impôts, de **-19.169 €**.

Cette évolution correspond à une hausse :

- Des achats de **24.450 €** dont une baisse de -10.000 € pour l'électricité, une hausse de 25.000 € pour le gaz, une hausse de 15.050 € pour le petit équipement (arrivée d'un nouvel agent aux ateliers) et une baisse de -5.600 € pour l'ensemble des autres achats.

La dotation par élève pour les fournitures scolaires est prévue à 50 €.

Et à une baisse :

- Des charges externes de **-25.469 €** qui recouvre :
  - une augmentation des contrats et prestations de services pour **4.300 €**
  - une diminution de **-36.436€** pour l'entretien des bâtiments, terrains, voiries, bois et forêts expliquée en majeure partie par la disparition des travaux de la place du 8 Mai
  - une diminution de l'entretien du matériel roulant de **-21.800 €** suite à la réparation de la saleuse en 2024
  - une augmentation de **7.190 €** pour les assurances, principalement l'assurance des dommages aux biens.
  - une hausse de **9.000 €** des honoraires en prévision de la régularisation de dossiers

- l'inscription de **9.000 €** pour la REOMI correspondant à un transfert d'article.
- une hausse de **3.277€** pour les autres charges externes

● Les impôts et taxes diminuent de **-18.150 €** suite à un transfert d'article des dépenses liés à REOMI.

**2.- les charges de personnel** devraient accuser une augmentation de **58.727 €**.

Cette évolution recouvre :

- la hausse des dépenses du personnel extérieur pour 800 €
- la hausse des dépenses du personnel titulaire pour 58.550 €
- la baisse des dépenses du personnel non titulaire pour -71.464 €

Ces deux derniers chiffres sont la résultante de contractuels nommés stagiaires en 2024 avec impact en année pleine + une nomination stagiaire en 2025.

- la hausse des charges sociales et impôts sur salaires pour 70.841 € est résultat d'une hausse de 3 points du taux de cotisation CNRACL et d'une hausse d'1 point des cotisations URSSAF.

La masse salariale brute augmente de **1,73%**.

**3.- les autres charges de gestion courante** devraient augmenter légèrement de **1.602 €**

**4.- pour les autres charges de fonctionnement**

- les charges financières devraient diminuer de **-2.025 €**
- les dotations aux amortissements et provisions diminuent de **-55.170 €**
- les charges exceptionnelles augmentent de **2.500 €**.

Le total des **dépenses de fonctionnement** devrait atteindre **5.766.386 €** soit une baisse de **-13.535 € (-0,23 %)**.

L'excédent de fonctionnement devrait être de l'ordre de **340.192 €**

Pour l'**investissement**, le total des dépenses envisagées est de **3.348.093 €**.

Elles comprennent :

- pour les **bâtiments 2.144.429 €**
  - 45.550 € pour les bâtiments scolaires
  - 144.650 € pour les autres bâtiments, dont 32.000 € pour les ateliers municipaux, 28.500 € pour l'éclairage du stade de football et 33.000€ pour l'éclairage des tennis couverts.
  - 1.280.000 € pour la rénovation de la salle polyvalente
  - 585.000 € pour la micro-crèche
  - 9.229 € pour les travaux en régie
  - 80.000 € pour les avances sur travaux.

- pour la **voirie 652.670 €**
  - 112.400 € pour le marché et les travaux de voirie divers
  - 473.500 € pour la renaturation de la rue d'Audincourt
  - 42.000 € pour les autres travaux (nouvelles caméras, liaison fibre, potelets, signalisation)
  - 24.770 € pour les travaux en régie
- pour le **matériel 99.360 €**
  - 6.130 € pour l'équipement des écoles
  - 9.300 € pour l'équipement informatique et la téléphonie
  - 83.930 € pour le matériel et le mobilier dont 48.000 € pour le remplacement des chaises de la salle polyvalente
- pour la **culture 8.500 €** comprenant
  - équipement pour le service culturel et la médiathèque (mobilier et matériel de scène).
- pour les **sports et la vie associative 9.951 €**
  - équipement pour les associations
- pour le service **jeunesse 7.603€**
  - équipement et petit matériel pour les accueils de loisirs et le périscolaire.
- pour l'**environnement 194.230 €**
  - 16.000 € pour les travaux en forêt
  - 137.500 € pour les projets dont 77.000 € pour la création d'une aire de jeux aux Bouchoutots et 40.000€ pour du photovoltaïque sur la Fonderie
  - 40.730 € pour les travaux en régie.
- pour l'**urbanisme 17.000 €** dont 5.000 € pour une modification du PLU
- pour les **autres dépenses d'investissement 214.350 €**
  - 214.350 € pour le remboursement du capital de la dette.

**Le financement est assuré par :**

- les recettes d'investissement propres : FCTVA, Taxe d'aménagement, amortissements et cessions pour **562.912 €**
- des subventions pour **1.344.231 €** liées aux principaux projets.
- l'excédent de fonctionnement pour **340.192 €**
- un emprunt de **1.100.758 €**.

**L'encours de la dette** au 1-1-2025 s'élève à **1.756.555 €**, soit **296 €** par habitant. Il serait de **2.642.963 €**, soit **444 €** par habitant au 31-12-2025.

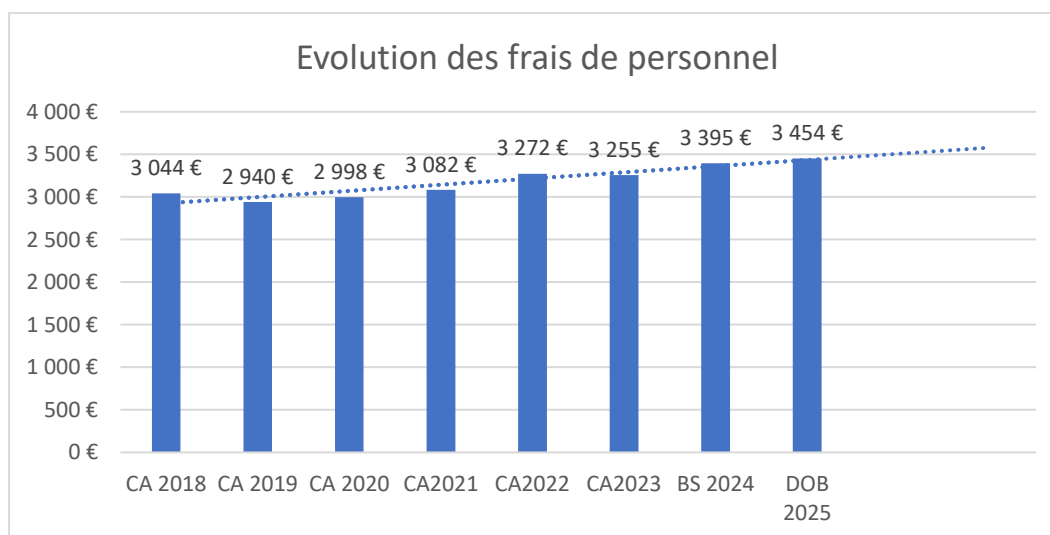
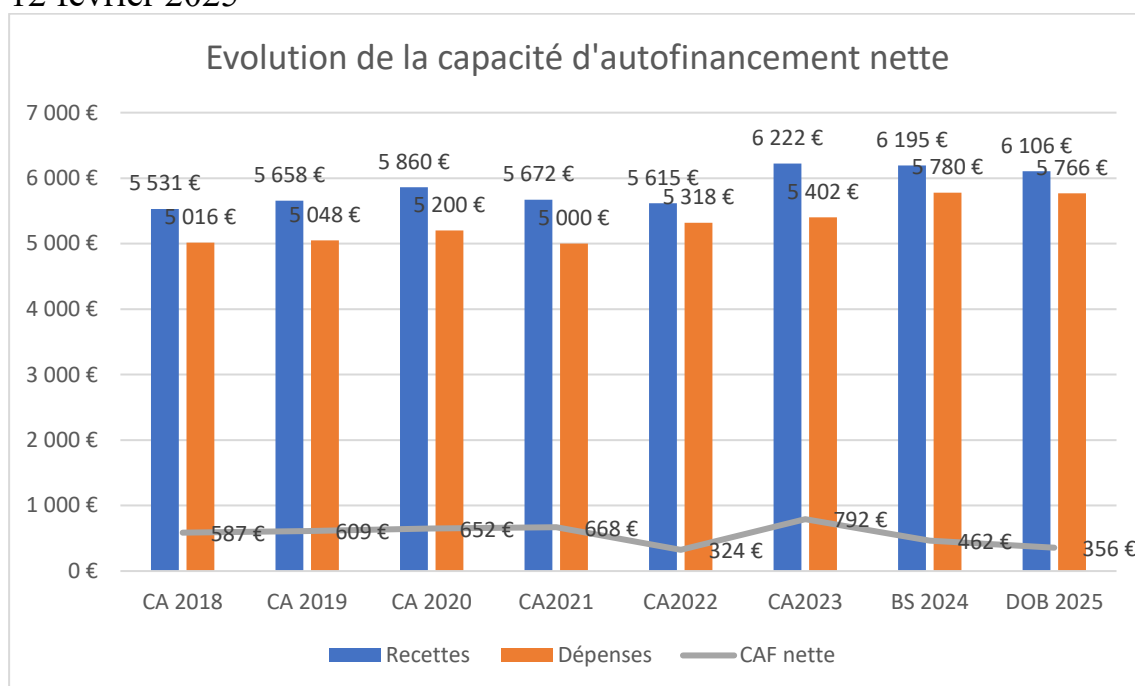
Au 31-12-2023, la moyenne régionale pour les communes de la strate était de 788 € et la moyenne départementale de 943 €.

Le **ratio de solvabilité** est calculé avec l'autofinancement (excédent de fonctionnement + amortissements). Il correspond au nombre d'années d'autofinancement nécessaire pour rembourser la dette totale. Il serait de **4,6 années** au 31-12-2025. Les organismes financiers considèrent que ce ratio doit être inférieur à 12 ans.

Annexes : 3 graphiques

Les données de 2018 à 2023 sont issues des Comptes administratifs. Pour 2024 la référence est le budget supplémentaire. Les graphiques seront mis à jour après le CA 2024. Les chiffres sont exprimés en kilo euros.

12 février 2025



## Evolution de la dette

